

Depuis sa création, le *Partenariat mondial* comporte un volet de promotion destiné à encourager et faciliter la participation de pays extérieurs au G8 à l'initiative de réduction concertée des menaces. Le Canada a joué un rôle de premier plan dans les efforts en vue d'encourager d'autres pays à se joindre aux donateurs du *Partenariat*. En 2003, six pays – Finlande, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Suède et Suisse – ont scellé leur adhésion en s'engageant à verser 200 millions de dollars US à des projets particuliers. Au Sommet du G8 de Sea Island en 2004, on a accueilli l'Australie, la Belgique, le Danemark, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée et la République tchèque en tant que nouveaux partenaires, et l'Ukraine s'est jointe au *Partenariat* plus tard la même année en tant que bénéficiaire.

L'annexe A renferme un résumé des engagements des membres du *Partenariat mondial*.

« La prolifération des armes de destruction massive est une menace réelle et imminente [...] Nous devons avoir la force de confronter directement cette menace en prenant des mesures concrètes et non en nous contentant d'en parler. » [Traduction libre]

— Alexander Downer, ministre australien des affaires étrangères, allocution à la séance d'ouverture de l'assemblée plénière annuelle du Groupe de l'Australie, Sydney, le 18 avril 2005

Priorités pour une action commune

Au Sommet de Kananaskis en 2002, les pays du G8 ont retenu quatre domaines prioritaires qui devaient être appuyés dans le cadre de cette initiative :

- 1) la destruction des armes chimiques;
- 2) le démantèlement des sous-marins nucléaires;
- 3) l'élimination des matières fissibles;
- 4) le réemploi des anciens spécialistes soviétiques de l'armement.

Les membres du *Partenariat mondial* ont pris des engagements spécifiques envers des projets qui s'inscrivent dans un ou plusieurs de ces domaines prioritaires. Par exemple, le Japon se concentre sur le démantèlement des sous-marins nucléaires et sur l'élimination du plutonium, tandis que le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis financent des activités dans les quatre domaines prioritaires. Le Canada et ses partenaires ont également créé des programmes destinés à appuyer des projets axés sur la non-prolifération des armes biologiques dans plusieurs pays de l'ex-URSS.

Suivi des progrès

Le G8 a formé le Groupe des hauts fonctionnaires du *Partenariat mondial* (GHFPM) en 2002 pour faciliter la mise en œuvre des projets, mettre au point et communiquer des pratiques efficaces, suivre les progrès de façon continue, assurer l'harmonisation des priorités du programme avec les obligations et les objectifs internationaux en matière de sécurité et préparer un rapport d'étape à l'intention des dirigeants du G8. Les membres de ce groupe ont également aidé à déceler les lacunes et les chevauchements de projets possibles.

Les groupes du G8 ont été restructurés en 2004. Le Groupe de haut niveau a été formé pour superviser

l'éventail complet des questions relatives à la non-prolifération. La responsabilité de l'exécution des projets du *Partenariat* a été confiée au nouveau Groupe de travail du *Partenariat mondial* (GTPM). Ce dernier, qui comprend des représentants de pays extérieurs au G8, relève désormais du Groupe de haut niveau du G8. Le GTPM est chargé d'examiner les directives et les problèmes liés à la réalisation des projets, de mettre au point et lancer des projets et de mener des activités de promotion visant à étendre le *Partenariat* à des pays extérieurs au G8. Le GTPM fait aussi une synthèse des rapports d'activité des projets et prépare un rapport d'étape annuel à l'intention des dirigeants du G8.